

attention : DLC courte – liens web à consommer rapidement

[la Suisse, l'autre pays de l'ESS]

Le canton de Vaud en Suisse est plus connu pour son régime fiscal pour le moins avantageux et ses grandes fortunes que pour ses initiatives en matière d'économie sociale et solidaire. Et pourtant derrière les coffres blindés (dans tous les sens du terme) et le secret bancaire, se cachent des entrepreneurs qui veulent commercer autrement...

C'est ce que révèle le site www.24h.ch dans un article, en date du 5/1/09, consacré au réseau vaudois de promotion de l'économie sociale et solidaire et intitulé [La crise profitera-t-elle à l'économie alternative ?](#)

Dans le contexte de la crise mondiale, l'ESS n'est pas là pour remplacer l'économie libérale mais « *pour la faire évoluer* » selon Dominique Roten, responsable romand de la Banque alternative BAS, membre fondateur d'[Après-VD](#), le réseau de l'ESS vaudois. Et de poursuivre que « *L'idéal serait bien sûr qu'à terme, toute l'économie devienne sociale et solidaire.* » Ne se réclamant d'aucun courant politique, l'ESS se veut être une économie qui, « *au lieu de n'avoir en ligne de mire que le profit maximal et immédiat, défend des valeurs éthiques, sociales et environnementales* ».

Avec un poids compris entre 5 et 10% des échanges commerciaux, l'ESS est loin d'être négligeable en Suisse mais n'est pas encore connue. C'est pourquoi, Après-VD va organiser, dans les prochaines semaines, des « cafés » et des repas pour que les organisations adhérentes puissent se présenter et accueillir de nouvelles structures.

L'initiative vaudoise s'inspire du modèle genevois de l'Association pour la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire – [Après-GE](#) –, Chambre de l'économie sociale et solidaire créée en 2003 et qui compte plus de 200 membres.

une charte, des activités

La logique de regroupement ne repose pas sur une accumulation de statuts juridiques mais autour d'[une charte](#) publiée à l'initiative de l'Après-GE et des activités mises en œuvre. La charte affirme que les actrices et acteurs de l'ESS contribuent à « *replacer l'être humain au centre de l'économie* » et à utiliser « *le capital comme outil au service du bien commun* ». Elle liste également [les 7 valeurs de l'ESS](#) :

- bien-être sociale : « être plutôt qu'avoir »
- citoyenneté : « chaque contributeur a une voix qui compte »
- écologie : « produire pour vivre et non vivre pour produire »
- autonomie : « autonomes mais pas individualistes »
- solidarité : « 1 + 1 > 2 »
- diversité : « riche de nos différences »
- cohérence : « dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit »

Les entrepreneurs actifs dans les domaines suivants pratiquent (souvent sans le savoir) des [activités d'économie sociale et solidaire](#) :

- commerce équitable et bio
- monnaies sociales

- secteur artisanal et industriel coopératif
- micro-entreprises culturelles, sportives ou de bien-être
- mobilité douce
- micro-crédit et finance solidaire
- PME à visage humain et à sans but spéculatif
- habitat associatif et coopératif
- promotion économique locale
- agriculture de proximité
- entreprises d'insertion sociale
- actions environnementales

Il semblerait que la [banque BAS](#) joue un rôle important dans ce travail de structuration de l'ESS en Suisse....

L'économie sociale française pourrait trouver une source d'inspiration auprès de nos voisins helvétiques...

Consulter l'article : [ici](#)

[le mutualisme en berne ?]

C'est la thèse développée par un célèbre inconnu (c'est la magie du web participatif), Gérard Baudeneau, activiste du commentaire, dans une tribune libre intitulée [Le mutualisme en berne](#), et publiée sur le site du journal Le Monde, dans sa rubrique « abonnés ».

Notant que les banques mutualistes et coopératives sont parmi les établissements les plus touchés par la crise des subprimes et des produits toxiques, il s'étonne que le terme de mutualisme soit, « *comme d'autres, fréquemment dévoyés au point de servir, désormais, de paravent commode à des entreprises banalement mercantiles.* »

Mais le plus grave selon Gérard Baudeneau est que les valeurs qui fondaient l'engagement mutualiste - désintéressement, responsabilité, solidarité, etc. - aient été perdues.

Pour l'auteur, « *la leçon (...) [des] fondateurs des mutuelles d'assurance -santé ou automobile-* » a été également oubliée. Et de rappeler que pour « *ces humanistes pragmatiques* », « *la nécessité de se prémunir contre les aléas de l'existence devait, par nature, se soustraire à l'idéologie du profit et relever du seul principe de solidarité : la mise en commun de risques impossibles à assumer par un seul mais supportables par une collectivité* ».

Il propose une définition simple et compréhensible du mutualisme bancaire: « *c'est l'épargne des uns qui, moyennant une rémunération raisonnable, permet de prêter aux autres à un taux d'intérêt décent* ».

responsabilité partagée par la base et le sommet

Décrivant un processus de banalisation et une gouvernance défailante qui auraient conduit à cette perte de valeurs, l'auteur cherche à cerner les responsabilités de chacun. Et loin d'avancer une thèse simpliste – c'est la seule faute des dirigeants –, il mouille clairement les sociétaires des banques coopératives, c'est-à-dire la base « *coupable, peut-être, de ne pas avoir agi - ou, du moins, d'essayer d'agir - quand il était encore temps* ». Et de noter fort lucidement que : « *De fait, nous nous sommes fait déposséder d'autant plus facilement d'un pouvoir que, dans notre grande majorité, nous n'avons pas vraiment cherché à l'exercer : participer aux instances représentatives, lire attentivement textes et documents, assister aux A.G., voter - à distance ou par procuration - sans parler de la nécessaire activité militante ; autant d'obligations et de contraintes que nous*

avons esquivées sous de plus ou moins fallacieux prétextes . »

une vision élitiste de la participation des membres

Selon l'auteur, la crise pourrait offrir l'occasion pour les sociétaires de s'impliquer d'avantage. Mais au motif que « *la disponibilité et la bonne volonté ne suffisent pas et qu'il y faut aussi des compétences* », l'auteur semble limiter cette capacité d'investissement à une certaine noblesse : responsables associatifs, syndicalistes, représentants d'organisations de consommateurs, universitaires.

Ces super sociétaires seraient « *investis de missions de contrôle, à défaut de responsabilités opérationnelles, pour veiller, au moins, à ce que les établissements mutualistes - quitte à en modifier les statuts et les modes de fonctionnement - exercent une activité conforme à leur vocation initiale* ».

Si l'idée de favoriser la participation et l'investissement des sociétaires est excellente, il est dommage que l'auteur propose une lecture élitiste de l'économie sociale dont la gouvernance ne doit pas être aux mains d'une minorité même éclairée mais doit être un outil d'éducation populaire de démocratie sociale et économique !!!

Lire la tribune : [ici](#)

[en bref]

- - - les scop symboles de combativité pour TF1 - - -

L'audience des Scop ne semble pas se démentir en début de cette nouvelle année...En effet pour illustrer la volonté de se battre de certains salariés face à la crise, le 20h de TF1 du 5/1/09 a consacré [un reportage](#) à ces 16 ouvrières du textile de Niort qui ont repris leur ancienne société sous forme d'une Scop. Au chômage depuis 6 mois, elles ont décidé de relancer l'activité de leur ancien employeur victime de la mondialisation et racheté une partie du matériel.

En investissant chacune 2 000 euros - complétés par un montant équivalent par la communauté de communes grâce à la Bourse tremplin pour l'emploi du Conseil régional de Poitou-Charentes -, elles ont décidé ensemble de se positionner sur la confection « haut de gamme » et de petites séries.

En conclusion de son reportage, le journaliste souligne que ces 16 ouvrières ont su « *préserver leur emploi tout en décidant elles-mêmes de leur avenir professionnel* ». Dommage, qu'il n'ait pas cité une seule fois le nom de cette nouvelle Scop...

Pour voir le reportage : [ici](#)

- - - réforme du capitalisme - - -

Dans son [billet du 7/1/09](#) portant sur les différentes initiatives visant à réformer le capitalisme, [l'auteur](#) du blog A l'évidence...", blog de militantisme à vocation informative dont la baseline pourrait être "bas les masques"... , regrette, notamment, que la thématique de l'économie sociale et solidaire n'ait pas été abordée lors d'une table ronde sur le Green New Deal réunissant d'éminents spécialistes en décembre dernier.

Plus largement, je peux constater de ma place (mais peut-être que mes champs de vision et d'audition sont trop restreints) que l'ESS est plutôt silencieuse dans le débat sur la nécessité de faire émerger une nouvelle société (et pas seulement de la réflexion sur la réforme du capitalisme,

c'est de choix de société dont il s'agit). Absence due aux organisateurs de ces différentes conférences ? À l'ESS qui n'est pas assez forte pour se faire entendre ? A l'absence de proposition cohérente de l'ESS ?...

J'espère que l'on va me faire mentir...

- - - solutions coopératives - - -

Il est de plus en plus fréquent de voir des internautes mettre en avant la solution coopérative pour répondre à la crise économique et sociale. Parfois, ces commentaires sont un peu farfelus, parfois ils sont plus pertinents. En tout cas, ils démontrent un désir et des attentes vis-à-vis de la coopération et plus largement de l'économie sociale...

Voilà quelques commentaires glanés...

<http://www.20minutes.fr/article/284244/commentaires/3>

Concernant Mollex, encore un entreprise qui fait des bénéfices et qui se délocalise! c'est tout simplement inacceptable et les employés ont bien raison de surveiller les machines. il faudrait qu'on leur donne les moyens de créer une coopérative et de continuer à faire marcher cette entreprise. en cette fin d'année une très amicale pensée à toutes ces familles dans le soucis.
shadoksdenbas | 2008-12-25 12:28:05 |

Entre Mme Aubry et Mme Royal, trois lignes de fracture

<http://www.lemonde.fr/web/article/reactions/0,1-0@2-823448,36-1128264,0.html>

Anne-Marie F.

09.12.08 | 09h51

Aubry et ceux qu'elle représente savent très bien que dans le contexte actuel : le monde, il faut compter sur les locomotives : les entrepreneurs. Seulement, cela fait tache de le dire et personne ne sait au PS comment concilier ceux qui créent et prennent des risques et ceux qui travaillent et veulent considération et juste revenu de leur travail. L'économie de marché est une réalité : comment désormais en faire une économie sociale moderne, voilà la question!

[La Poste: levée de boucliers de la gauche et des syndicats](http://www.liberation.fr/politiques/0102306743-reaction-sur-la-poste-levee-de-boucliers-de-la-gauche-et-des-syndicats)

<http://www.liberation.fr/politiques/0102306743-reaction-sur-la-poste-levee-de-boucliers-de-la-gauche-et-des-syndicats>

privé/public, que cela signifie t'il ?

Les intentions de M le prince de Sarkoland sont nettes, mais le débat est biaisé. Que veut dire public ? qu'une entreprise à un statut public, mais il faut comprendre que c'est le statut qui est public, pas l'entreprise. Par exemple, si dans un soucis de service public et d'économie sociale et solidaire, la poste était transformée en coopérative ouvrière ou SCIC par exemple, cela reviendrait de facto à une privatisation puisque ces deux statuts relève du droit privé (SA). C'est pourtant ce qu'on pourrait souhaiter de mieux pour les salariés et les usagers.

Le débat privé/public est un débat sur une fiction juridique !

Vendredi 19 décembre à 19h52